

# CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE HAUTS DE FRANCE

## **OBJET DU MARCHÉ**

Marché de fournitures et services

Fourniture et Installation de caméras, de logiciels et Extension d'un système de vidéoprotection

## **Marché passé selon une procédure adaptée**

en application des articles L 2123-1 et suivants et R 2123-1 et suivants du code de la Commande publique

## **Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)**

### **Entité adjudicatrice :**

PORTS DE LILLE– C.C.I.H.D.F.  
Place Leroux de Fauquemont  
CS 91394  
59 014 LILLE cedex

## ARTICLE 1. – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1 – Objet du marché

Le marché concerne un projet d'installation et d'extension d'un système de vidéoprotection sur les sites de Ports de Lille. Il consiste à :

- Installer un système de vidéoprotection sur le Port de Wambrechies.
- Compléter et Reprendre le système de vidéoprotection sur le port de Lille, le port de Santes et le Port de Béthune.
- Harmoniser les différents systèmes et les implémenter sur un système unique.

Le marché comprend une tranche ferme et deux tranches optionnelles :

- Tranche ferme : Phases 1, 2 et 3.
- Tranches optionnelles :
  - Tranche optionnelle 1 : Phase 4.
  - Tranche optionnelle 2 : Phase 5.

Les détails techniques des prestations par tranches et par phase sont précisés dans le CCTP.

NB : Ports de Lille se réserve le droit de commander des prestations à réaliser sur ses sites portuaires non indiquées dans le présent marché.

Les prestations faisant l'objet du présent marché doivent être conformes à la Loi n° 95-73 du 21 janvier 1995, à l'Arrêté du 3 Août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection. Elles doivent également être conformes aux normes françaises et européennes en vigueur et à l'ensemble des textes applicables dans ce domaine.

Le prestataire trouvera une aide pour la prise en compte de ces contraintes réglementaires et plus généralement pour la mise en place du projet dans le guide méthodologique pour la vidéoprotection conçu par le ministère de l'Intérieur et disponible sur le site [www.videoprotection.gouv.fr](http://www.videoprotection.gouv.fr).

Le marché comprend :

- Une part globale et forfaitaire correspondant aux prestations de fourniture, d'installation des caméras et d'extension du système de vidéoprotection. La part globale et forfaitaire intègre également la maintenance préventive du système de vidéoprotection pour une durée d'un (1) an reconductible 3 fois (pour une durée totale de 4 ans) à compter de la date de mise en service du système de vidéoprotection.
- Une part à prix unitaires sur la base de bons de commande correspondant aux prestations de maintenance curative et d'ajout éventuel de caméras pendant une durée de 4 ans à compter de la mise en service du système de vidéoprotection. Ce montant intègre les mises à jour des logiciels et licences, des matériels informatiques et l'évolution demandée par les constructeurs et fournisseurs de ces matériels pour assurer le bon fonctionnement de l'ensemble. Ce prix rémunère également les prestations d'ajout de caméras de logiciel et travaux d'installation sur la durée du marché. La part à prix unitaires sur la base de bons de

commande ne comporte pas de montant minimum mais comporte un montant maximum de 100 000,00€ HT.

Les spécificités techniques du marché sont décrites dans le CCTP (Cahier des Clauses Techniques Particulières). Le candidat est invité à prendre connaissance de l'ensemble des documents et à proposer une offre qui intègre toutes les prestations nécessaires à une bonne exécution du marché.

## **1.2 – Allotissement du marché**

Le marché est passé en un lot unique.

## **1.3 – Découpage en tranches**

Le marché comprend une tranche ferme et deux tranches optionnelles :

- Tranche ferme : Phases 1, 2 et 3.
- Tranches optionnelles :
  - Tranche optionnelle 1 : Phase 4.
  - Tranche optionnelle 2 : Phase 5.

Le CCTP détaille les prestations à réaliser pour chaque tranche et pour chaque phase.

L'affermissement des tranches optionnelles est subordonné à une décision prise par l'entité adjudicatrice et notifiée au Titulaire du marché dans les conditions prévues dans l'acte d'engagement.

Il est précisé que le non-affermissement des tranches optionnelles ou leur affermissement avec retard ne donne au Titulaire aucun droit à indemnité.

## **1.4 – Variantes / Options**

### Variantes

Les variantes sont interdites.

### Options

Le marché ne prévoit pas d'options.

## **1.5 – Dispositions générales :**

### **1.5.1 – Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'entité adjudicatrice.

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du même code.

Le montant de la pénalité sera de 10% du montant du marché.

Toutefois, ce montant ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

### 1.5.2 – Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire du ou des lots entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R2193-1 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du..... ayant pour objet.....

Ceci concerne notamment les articles L2410-1 et suivants du code de la commande publique relatifs à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

### 1.5.3 – Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard l'entité adjudicatrice et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'entité adjudicatrice et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## 1.6 – Définition des parties contractantes :

### 1.6.1 – Cotraitant

Pour le présent marché, les titulaires du marché sont considérés comme groupés et sont appelés cotraitants s'ils ont souscrit un acte d'engagement unique.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des prestataires membres du groupement est engagé pour la totalité du marché.

L'un des prestataires membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'entité adjudicatrice, et coordonne les prestations des membres du groupement.

Si le marché ne désigne pas de cotraitant mandataire, celui qui est énuméré le premier dans l'acte d'engagement est considéré comme mandataire des autres cotraitants.

Toute notification d'une décision ou communication de l'entité adjudicatrice est adressée au mandataire qui a seule qualité pour présenter des réserves.

### 1.6.2 – Représentation de l'entité adjudicatrice pour l'exécution du marché

Pour l'exécution du marché, l'entité adjudicatrice est représentée, sous réserve de changement ultérieur, par : **Monsieur le Président de la CCI Hauts de France** ou tout autre personne ayant délégation.

## 1.7 – Autres obligations

### 1.7.1 - Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché conformément aux articles L2193-1 et suivants et les articles R2193-1 et suivants du code de la commande publique.

Il est précisé que la sous-traitance est interdite en marché public de fournitures. Seules certaines prestations du marché (travaux et services) peuvent être sous-traitées.

En application des dispositions de l'article R2193-10 du code de la commande publique, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par Ports de Lille CCIHDF, est payé directement, pour la partie du marché public dont il assure l'exécution

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par Ports de Lille C.C.I.H.D.F.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article R2193-1 et suivants du code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG-FCS 2021.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L2141-1 et suivants et des articles 2143-6 et suivants du code de la commande publique ;

- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

En outre, il doit fournir les documents suivants à l'appui de sa demande :

- Formulaire DC4 dûment signé en original par le Titulaire et le sous-traitant. L'agrément n'est pas accordé lorsque les 2 signatures (Titulaire et sous-traitant) ne sont pas originales.
- Formulaire DC2 dûment rempli.
- Déclaration du Chiffre d'affaires des 3 dernières années.
- Déclaration des effectifs des 3 dernières années.
- Les principales références similaires à l'objet du marché.
- Les qualifications et certificats et habilitations éventuels.
- Extrait kbis de moins de 3 mois.
- Attestation d'assurance valide.
- Attestation de vigilance URSSAF de moins de 6 mois.
- Attestation de régularité fiscale.

- Avis de situation au répertoire SIRENE.
- RIB du sous-traitant.
- Fiche de demande de création fournisseur (le SIRET à indiquer dans cette fiche est le SIRET qui sera utilisé pour la transmission des factures sur Chorus Pro).

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 41.1 du CCAG-FCS 2021).

En cas de sous-traitance autorisée, le titulaire reste seul et unique responsable des obligations qui lui incombent en vertu du marché.

Il est expressément convenu que tout sous-traitant auquel le titulaire fera éventuellement appel, est soumis aux exigences contenues dans l'ensemble des documents contractuels, notamment aux règles de qualité, de confidentialité et de sécurité prévues au présent cahier des charges.

### **1.7.2 - Confidentialité – Protection des données à caractère personnel et sécurité**

#### **a) Obligation de confidentialité**

Le titulaire et l'entité adjudicatrice qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou de l'entité adjudicatrice sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

#### **b) Mesures de sécurité**

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par l'entité adjudicatrice dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

#### **c) Protection des données à caractère personnel**

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), le Titulaire du présent marché a la qualité de sous-traitant. A ce titre, il est autorisé à traiter des données à caractère personnel dans le cadre des missions qui lui sont confiées. Il est à noter que le marché nécessitera la collecte de données à caractère personnel. Le Prestataire doit être diligent dans le traitement de ces données conformément à la réglementation en vigueur.

Il est précisé qu'il est interdit au Titulaire du présent marché d'utiliser des données à caractère personnel éventuellement collectées dans le cadre de ce marché pour une destination autre que l'exécution stricte des missions qui lui sont confiées.

En cas de non-respect des règles, les pénalités prévues au présent marché seront appliquées.

L'application des pénalités ne fait pas obstacle à la mise en œuvre d'autres mesures, notamment la résiliation du marché pour faute du Titulaire. Ports de Lille – CI Hauts de France se réserve le droit d'engager des poursuites contre le Titulaire dans ce cas.

## **ARTICLE 2. – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Par dérogation aux articles 4.1 du CCAG-FCS 2021, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

### **2.1 – Pièces particulières**

- L'acte d'engagement renseigné.
- La décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) renseigné.
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).
- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) – Non contractuel.
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
  - Annexe 1 : Implantations des caméras existantes Zone 1 - PORT DE LILLE.
  - Annexe 2 : Implantations des caméras existantes Zone Containers – PORT DE LILLE.
  - Annexe 3 : Implantations des nouvelles caméras Zone 2, 3 et 4 - PORT DE LILLE.
  - Annexe 4 : Implantations des nouvelles caméras – PORT DE WAMBRECHIES.
  - Annexe 5 : Implantations des caméras existantes Zone Containers - PORT DE SANTES.
  - Annexe 6 : Implantations des caméras existantes Zone 1, 2, 3 et 4 - PORT DE SANTES.
  - Annexe 7 : Implantations des caméras existantes Zone Containers – PORT DE BETHUNE.
- Le mémoire technique du candidat.
- Attestations de visite de sites.

### **2.2 – Pièces générales**

- L'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS 2021).
- Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour de la remise des offres.



## **ARTICLE 3. – PRIX – REGLEMENT DANS LES COMPTES**

### **3.1 – Contenu des prix - Règlement des comptes**

#### **3.1.1 – Contenu des prix**

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, sauf application de la taxe sur la valeur ajoutée.

En complément des dispositions de l'article 10.1 du CCAG-FCS 2021, il est précisé que le prix du marché inclut tous les frais résultant de l'exécution des missions confiées au titulaire, y compris les assurances que le titulaire doit souscrire au titre de sa responsabilité civile professionnelle.

Sont notamment inclus dans le prix global et forfaitaire, les prix des caméras, des logiciels, leur transport sur site, leur installation, leur paramétrage, les travaux d'alimentation électrique, la formation des utilisateurs, les frais d'entretien et de maintenance pendant 4 ans (1 an renouvelable 3 fois) à compter de la date de mise en service effective des équipements.

Le Titulaire doit prendre toutes les dispositions pour prendre en compte tous les frais et charges nécessaires à la bonne exécution des prestations.

Aucun surcoût de quelque ordre que ce soit ne sera accepté par l'acheteur public.

#### **3.1.2 – Calcul du montant**

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont réglées par application de la décomposition du prix global et forfaitaire dont le montant est indiqué en chiffres et en lettres dans l'acte d'engagement (DPGF). Pour rappel, le prix global intègre notamment les prix des caméras, des logiciels, des autres équipements, leur transport sur site, leur installation, leur paramétrage, les travaux d'alimentation électrique, la formation des utilisateurs, les frais d'entretien et de maintenance préventive pendant 4 ans (1 an renouvelable 3 fois) à compter de la date de mise en service effective des équipements.

Le marché sera rémunéré également par des prix unitaires prévus au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) sur la base des bons de commande effectivement émis. Les prix unitaires sont destinés à rémunérer les frais de réparation et d'entretien curatifs des équipements, les frais d'ajout de nouveaux équipements... Les prix unitaires proposés comprennent toutes les charges nécessaires à la bonne exécution des prestations : frais de transport, de bouche, assurances, ...

#### **3.1.3 – Modalités de règlement des comptes**

Le paiement est effectué conformément à l'état d'avancement et au service fait. La date de réception par le représentant de l'entité adjudicatrice de la demande de paiement effectuée régulièrement par le titulaire constitue le point de départ du délai global de paiement.

Toutefois, ainsi que le prévoit les articles R2192-13 du code de la commande publique, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations.

#### **3.1.4 – Modalités de paiement - Intérêts moratoires**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R2192-10 du code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux d'intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

*NB : Pour que les délais de paiement puissent commencer à courir, la demande de paiement du Titulaire doit être régulière, c'est-à-dire conforme aux clauses du marché et à l'état d'avancement des prestations demandées. A défaut d'une transmission régulière de la demande de paiement, le délai est interrompu jusqu'à la transmission conforme de la nouvelle demande de paiement.*

### 3.1.5 – Utilisation obligatoire de Chorus Pro pour la transmission des factures

Les factures dans le cadre de ce marché doivent être obligatoirement transmises via Chorus Pro :  
[https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife\\_csm](https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm)

Les éléments à renseigner sur Chorus Pro dans le cadre de la transmission des factures sont :

Numéro SIRET du maître d'ouvrage	CCI de région Hauts de France 130 022 718 00014
Code service	506
Numéro d'engagement juridique	Ce numéro apparaîtra sur le bon de commande

Les factures qui ne seraient pas transmises via Chorus Pro ne pourront pas être traitées.

### 3.2 – Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

#### 3.2.1 – Modalités de révision des prix

Les prix du marché sont révisibles pour les maintenances préventive et curative et les prestations d'ajout de caméras après la mise en service effective des équipements. Le montant des tranches optionnelles sera également révisé lorsque la décision d'affermissement desdites tranches n'est pas intervenue dans un délai de 12 mois à compter de la notification du marché.

Les autres prix ne sont pas révisibles.

La révision se fera sur la base de la formule suivante :

$$PI = P0 (In/I0)$$

Formule selon laquelle :

PI est le nouveau prix révisé ;

- PI est le nouveau prix révisé ;
- Po est le prix de base du règlement des prestations figurant à l'acte d'engagement.
- In est la valeur de l'indice du mois n, n étant le mois du dernier indice paru (indice définitif).
- Io est la valeur de ce même index correspondant au mois d'établissement des prix fixés dans l'acte d'engagement.

L'indice utilisé est le suivant :

Index du bâtiment - BT47 - Électricité - Base 2010 – Identifiant 001710979 (Source INSEE).

La révision est annuelle à compter de la date de mise en service effective des équipements. La révision est à l'initiative du Titulaire du marché. Le Titulaire joint à sa demande, la formule de révision des prix indiquant les indices et leur variation ainsi que les nouveaux prix résultant de la révision. La révision se fait avec des indices définitifs. Il n'y a pas de révision provisoire.

### **3.2.2 – Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé dans l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ) et figure en première page de l'acte d'engagement.

### **3.2.3 – Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

## **3.3 – Modalités de présentation du paiement**

Lorsque le titulaire remet à l'entité adjudicatrice une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les références du marché (n° du marché + n° d'engagement + date de notification), de chaque avenant (éventuel), du bon de commande (éventuel)
- Les noms, n° SIRET et adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Les prestations effectuées ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant HT des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou diminué des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS 2021 ;
- Le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- Le montant total des prestations ;
- Les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations effectuées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC.

Il est rappelé que la demande de paiement dans le cadre du présent marché doit se faire uniquement via Chorus Pro.

## **ARTICLE 4. – DUREE DU MARCHE ET DELAI DE REALISATION – PENALITES, PRIMES ET RETENUES**

### **4.1 – Durée du marché – Délais d'exécution**

Le marché prend effet à compter de sa date de notification au Titulaire pour la tranche ferme.

Le délai global d'exécution des prestations de chaque tranche (pour la part à prix global et forfaitaire) est indiqué dans l'acte d'engagement. Il inclut les études, la période de préparation, la réalisation des travaux et tous autres délais nécessaires à la réalisation des prestations.

L'acte d'engagement fixe également le délai de validité du marché ainsi que les délais d'affermissement des tranches.

Pour les prestations de maintenances (préventive et curative), d'ajout éventuel de nouveaux équipements, la durée du marché est d'un (1) an renouvelable 3 fois (pour une durée totale de 4 ans) à compter de la date de mise en service effective des équipements. Un PV d'admission des prestations actera cette date de mise en service effective des équipements. Cette durée et ces délais sont également fixés dans l'acte d'engagement.

Le Titulaire joint à son offre, un planning prévisionnel détaillant les délais proposés par phase et par tranche. Ce planning doit être cohérent avec les délais proposés dans l'acte d'engagement.

### **4.2 – Pénalités**

Les pénalités suivantes s'appliquent aux retards et / ou manquements constatés dans chaque tranche et dans chaque phase.

#### **4.2.1 – Retard d'exécution**

##### **a) Retard d'exécution des phases du marché**

Par dérogation aux articles 14.1 et 14.3 du CCAG FCS 2021, en cas de non-respect des délais contractuels dans l'exécution de chacune des phases du marché, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 50€ par jour calendaire de retard. La date d'exécution d'une phase s'entend de la date réelle de fin de la phase concernée.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS 2021, ces pénalités sont dues quel que soit leur montant et le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 euros HT pour l'ensemble du marché.

Il est précisé que le retard d'exécution est caractérisé tant que l'intégralité de la phase concernée n'a pas été terminée.

#### **b) Retard dans le délai global d'exécution du marché**

Le délai de mise en service effective des équipements est défini dans l'acte d'engagement. Il correspond au délai nécessaire jusqu'à la mise en service effective du système de vidéoprotection. Il court à compter de la date de notification du marché. En cas de retard dans la date de mise en service effective du système de vidéoprotection (dépassement du délai cumulé de toutes les phases), il sera fait une application d'une pénalité forfaitaire de 100€ par jour calendaire de retard.

Il est précisé que le retard ci-dessus est caractérisé tant que l'intégralité des équipements ne sont pas en état de fonctionnement sur chaque site dédié.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS 2021, ces pénalités sont dues quel que soit leur montant et le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 euros HT pour l'ensemble du marché.

#### **c) Retard d'exécution des prestations de maintenance**

Par dérogation aux articles 14.1 et 14.3 du CCAG FCS 2021, les pénalités suivantes seront appliquées :

- 100€ par jour de retard dans l'exécution des prestations de maintenance préventive.
- 200€ par jour de retard dans l'exécution des prestations de maintenance curative.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS 2021, ces pénalités sont dues quel que soit leur montant et le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 euros HT pour l'ensemble du marché.

### **4.2.2 – Sous-traitance**

Conformément à l'article 1.5.1 du présent CCAP, le titulaire est tenu de communiquer à l'entité adjudicatrice le ou les contrats de sous-traitance dans un délai de 15 jours à compter de sa demande. En cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : 100,00 € HT par jour calendaire de retard.

Il est rappelé que la sous-traitance est interdite en marché de fournitures. Seules certaines prestations pourraient être sous-traitées mais toujours sous la responsabilité du Titulaire du marché.

### **4.2.3 – Production des attestations d'assurance**

Conformément à l'article 1.3.3 du présent document, le titulaire est tenu de communiquer ses attestations d'assurances à l'entité adjudicatrice dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché.

En cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : 100,00 € HT par jour calendaire de retard.

## **ARTICLE 5. – AVANCE FORFAITAIRE**

Conformément à l'article R.2191-3 et suivants du code de la commande publique, « L'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. ». Cette avance est calculée sur la base du montant du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial du marché Toutes Taxes comprises conformément au code de la commande publique précité.

Le remboursement de l'avance sera effectué dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance n'est pas affecté par la mise en œuvre de la clause de révision de prix. Le montant de l'avance est un prix ferme et définitif.

NB : Il est demandé au Titulaire d'indiquer dans l'acte d'engagement, s'il accepte ou refuse l'avance.

## **ARTICLE 6. – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les conditions d'exécution du marché sont précisées au CCTP.

Le Titulaire s'attache à respecter les exigences relatives aux conditions d'exécution du présent marché.

## **ARTICLE 7 – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **7.1 – Admission des prestations du marché**

L'admission des prestations du marché se fera par tranche, sauf si une ou plusieurs tranches sont réalisées simultanément. Dans ce dernier cas, la réception des tranches réalisées simultanément sera unique.

#### **7.1.a) Part fournitures et services :**

L'acheteur public opère des vérifications quantitatives et qualitatives portant aussi bien sur les fournitures que sur les prestations associées. Il est rappelé que le marché comprend aussi bien la fourniture des équipements et matériels (caméras, logiciels et matériels informatiques, équipements divers...) ainsi que les prestations de travaux et autres prestations associées nécessaires à la bonne exécution du marché.

Des vérifications portant sur les prestations réalisées seront effectuées le jour de la mise en service effective du système de vidéoprotection (pour chaque tranche). Cette date de mise en service effective sera actée par un procès-verbal d'admission des prestations pour la tranche concernée.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG FCS 2021, les vérifications quantitatives et qualitatives des équipements livrés, pour chaque tranche, seront effectuées le jour de la mise en service effective du système de vidéoprotection. Le PV d'admission des prestations indiquera la conformité des équipements livrés. Cette conformité se matérialisera par le bon fonctionnement des équipements installés et la cohérence de leur nombre par rapport au marché.

Lorsque l'entité adjudicatrice estime que les équipements ou les prestations réalisées ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'ils présentent des possibilités d'admission en l'état, elle mentionne les réserves par tout moyen assurant une traçabilité (procès-verbal d'admission des prestations). Les parties se rapprocheront alors pour trouver une solution technique et/ou financière susceptible de permettre une levée des réserves formulées.

Si la quantité ou la qualité des fournitures ou des prestations ne sont pas conformes aux stipulations du marché ou de la commande, l'entité adjudicatrice prononcera le rejet et pourra mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- Soit de reprendre la ou les équipements non conformes et de les remplacer.
- Soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

Les frais de manutention et de transport, éventuellement entraînés par l'ajournement ou le rejet des prestations seront supportés par le Titulaire.

Faute de remplacement du matériel non conforme dans le délai prescrit, il pourra être fait application des articles du C.C.A.G. FCS 2021 relatifs à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire et à la résiliation à ses torts exclusifs du Marché.

Il est rappelé que pour les prestations de maintenances préventive et curative, la durée du marché est d'un an renouvelable 3 fois (soit 4 ans au total) ans à compter de la date de mise en service effective des équipements.

L'admission des prestations fera l'objet d'un PV. Le PV d'admission actera la date de mise en service effective du système de vidéoprotection. C'est la date de la mise en service effective qui fait courir les délais des maintenance préventive et curative.

NB : Lorsque la décision d'affermissement d'une ou des tranches intervient immédiatement à la suite de la réalisation des prestations de la tranche ferme, la décision d'admission des prestations sera unique pour l'ensemble de la tranche ferme et d'une ou des tranches fermes concernées. Dans ce cas, il y aura une seule date d'admission avec une même date pour la mise en service effective des équipements.

#### **7.1.b) Part travaux du marché**

Par dérogation à l'article 41 du CCAG Travaux, la réception des travaux se déroulera de la manière suivante :

La réception des travaux nécessaires à l'exécution du marché sera réalisée conjointement avec l'admission des prestations.

Un PV de réception des travaux spécifique sera établi pour les travaux (de chaque tranche). Le PV sera établi à la même date que le PV d'admission des prestations. Il précisera les réserves auxquelles est assortie la décision de réception ainsi que les délais pour les lever.

La levée des réserves fait l'objet d'une décision notifiée au Titulaire dans les mêmes conditions que la décision de réception. Le PV de réception précisera les délais de levée des réserves ou d'éventuelles réfections.

Il est clairement précisé que dans le cadre des garanties, lorsque des réserves ont été émises à la réception des travaux, la durée de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) est systématiquement et automatiquement prolongée d'une durée égale à la durée entre la date de réception des travaux et la date de levée effective des réserves émises.

Il en est de même en cas de désordres signalés au cours de la GPA. Ainsi, lorsque des désordres ont été signalés au cours de l'année de garantie de parfait achèvement (GPA), la durée de de la GPA est automatiquement et systématiquement prolongée d'une durée égale à la durée entre la date de réception des travaux et la date de réparation effective des désordres signalés.

NB : Lorsque la décision d'affermissement d'une ou des tranches intervient à la suite de la réalisation des prestations de la tranche ferme, la décision de réception des travaux sera unique pour l'ensemble de la tranche ferme et de la ou des tranches concernées.

## **7.2 – Mise à jour et nouvelles versions du logiciel**

Le Titulaire du marché garantit à Ports de Lille, le bénéfice des mises à jour et les nouvelles versions du logiciel installé.

Le logiciel et les mises à jour doivent être livrés avec la documentation technique en langue française indiquant les modalités de leur mise en fonction. Le prix proposé par le Titulaire du marché intègre bien les mises à jour et nouvelles versions du logiciel.

## **ARTICLE 8. – RESILIATION**

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre 7 du CCAG-FCS 2021 (articles 38 à 45 CCAG FCS 2021) avec les précisions et dérogations suivantes :

### **8.1 – Résiliation pour motif d'intérêt général**

Si l'entité adjudicatrice décide de la cessation définitive de la mission du titulaire pour motif d'intérêt général dans le cadre de l'article 42 du CCAG-FCS 2021, le titulaire a le droit d'être indemnisé du préjudice qu'il subit éventuellement du fait de cette décision.

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage est fixé à quatre pour cent (4%).

### **8.2 – Résiliation du marché aux torts du titulaire**

Par dérogation à l'article 43.3 du CCAG-FCS 2021, si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 41.1 du CCAG-FCS 2021, le marché est résilié sans indemnité et la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptée par l'entité adjudicatrice est rémunérée avec un abattement de 5%.

Le pourcentage d'abattement est fixé à 10%, si la résiliation est prononcée dans les cas prévues aux c), j) et k) de l'article 41.1 du CCAG-FCS 2021.

Sauf dans les cas où il est convenu autrement, lorsque le titulaire du marché manquerait à ses obligations contractuelles, une mise en demeure préalable lui est adressée, précisant les points sur lesquels il est défaillant.

Le délai qui lui est accordé pour pallier cette défaillance est fixé à 10 jours à dater de la réception de la mise en demeure.



### 8.3 – Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire

En application de l'article 45 du CCAG-FCS 2021, l'entité adjudicatrice peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord cadre prononcée pour faute du titulaire. Par dérogation à l'article 45.1 du CCAG-FCS 2021, la mise aux frais et risques peut intervenir même en l'absence de décision de résiliation après une mise en demeure restée infructueuse si celle-ci le mentionne expressément.

## ARTICLE 9. – DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de difficulté ou de différend entre les parties à l'occasion de l'interprétation, de l'exécution ou de la cessation du présent contrat, le litige est porté devant le Tribunal administratif de Lille.

Toutefois, les parties peuvent décider d'un commun accord de soumettre le différend à l'avis du Comité consultatif de règlement amiable des litiges.

## ARTICLE 10. – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

Article du CCAP	Dérogation	Article du CCAG-FCS 2021
2	Pièces contractuelles	4.1
4.2.1	Pénalités pour retard d'exécution	14.1, 14.1.3, 14.3
7.1	Admission des prestations	28
8	Résiliation	Chapitre 7 (Articles 38 à 45)
8.2	Résiliation du marché aux torts du titulaire	43.3
8.3	Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire	45.1

Article du CCAP	Dérogation	Article du CCAG Travaux 2021
7.1.b	Admission des prestations – Part travaux du marché	41

A .....Le.....

Le Titulaire

Signature précédée de « Lu et approuvé »